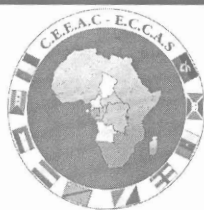




Secrétariat Général



**6^{ème} SESSION EXTRAORDINAIRE DE LA CONFERENCE DES
CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTE
ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE (CEEAC)**

COMMUNIQUE FINAL

N'Djamena, le 10 janvier 2014

COMMUNIQUE FINAL

De la 6^{ème} Session Extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), N'Djamena, 9 et 10 janvier 2014

Sur invitation de **Son excellence Monsieur Idriss DEBY ITNO**, Président de la République du Tchad, Président en exercice de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), une session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC, s'est tenue à N'Djamena, les 9 et 10 janvier 2014 à l'effet d'évaluer la situation politique, sécuritaire et humanitaire en République Centrafricaine.

Ont pris part à cette session :

- **Son Excellence Monsieur Idriss DEBY ITNO**, Président de la République du Tchad, Président en exercice de la CEEAC ;
- **Son Excellence Monsieur Denis SASSOU NGUESSO**, Président de la République du Congo ;
- **Son Excellence Monsieur Joseph KABILA KABANGE**, Président de la République Démocratique du Congo ;
- **Son Excellence Monsieur Ali BONGO ONDIMBA**, Président de la République Gabonaise ;
- **Son Excellence Monsieur Manuel PINTO DA COSTA**, Président de la République Démocratique de Sao Tomé et Principe ;
- **Son Excellence Monsieur Michel DJOTODIA AM NONDROKO**, Chef de l'Etat de Transition de la République Centrafricaine ;
- **Son Excellence Monsieur Bernard BUSOKOZA**, Premier Vice-Président de la République du Burundi ;
- **Son Excellence Monsieur Philémon YANG**, Premier Ministre, Chef du Gouvernement de la République du Cameroun ;
- **Son Excellence Monsieur AGAPITO MBA MOKUY**, Ministre des Affaires Etrangères de la République de Guinée Equatoriale ;
- **Son Excellence Monsieur Sebastiao Manuel Fernandes QUIXITO**, Ambassadeur, Chargé d'Affaires de la République d'Angola au Tchad ;
- **Monsieur Nicolas TIANGAYE**, Premier Ministre de la Transition de la République Centrafricaine ;
- **Monsieur Alexandre Ferdinand NGUENDET**, Président du Conseil National de Transition de la République Centrafricaine ;
- **Ambassadeur Ahmad ALLAM-MI**, Secrétaire général de la CEEAC ;
- **Ambassadeur Smail CHERGUI**, Commissaire Paix et Sécurité de l'Union Africaine ;
- **Monsieur Babacar GAYE**, Représentant Spécial du Secrétaire général de l'ONU, Chef du Bureau Intégré des Nations Unies en RCA ;
- **Monsieur Jean-Marie Michel MOKOKO**, Représentant Spécial de la Présidente de la Commission de l'Union Africaine, Chef de la MISCA ;

La session s'est tenue en présence du Président de la Commission Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), des Représentants de l'Union Européenne, de l'Organisation Internationale de la Francophonie, des Etats-Unis d'Amérique et de la France.

Dans son allocution d'ouverture, le Président en exercice de la CEEAC a d'abord souhaité la bienvenue à ses hôtes, puis rappelé les initiatives des sessions précédentes de la Conférence visant le rétablissement de l'ordre public, la stabilisation de la situation sécuritaire et le retour rapide à l'ordre constitutionnel en République Centrafricaine.

Le Président en exercice a invité ses Pairs à observer une minute de silence à la mémoire des victimes, sans oublier les pertes humaines de la MICOPAX puis de la MISCA et de l'Opération Française Sangaris.

Le Président en exercice a enfin convié ses Pairs à évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre, respectivement, de l'Accord politique de Libreville du 11 janvier 2013, de la Déclaration de N'Djamena du 18 avril 2013 et de l'important Communiqué Final de la session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement du 21 octobre 2013 à N'Djamena, République du Tchad.

Lors de leur séance à huis clos, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont suivi l'exposé de Son Excellence Monsieur Michel DJOTODIA AM NONDROKO, Chef de l'Etat de la Transition en RCA sur la situation politique, sécuritaire et humanitaire en République Centrafricaine, complété d'abord par le Premier Ministre de la Transition et ensuite par le Secrétaire général de la CEEAC, le Commissaire Paix et Sécurité de l'Union Africaine et le Représentant Spécial du Secrétaire général des Nations Unies en République Centrafricaine.

Après l'analyse des rapports présentés par les intervenants susvisés, les Chefs d'Etat et de Gouvernement :

- 1- Ont condamné, fermement, les attaques meurtrières survenues à Bangui le 5 décembre 2013, qui ont causé la mort de nombreux Centrafricains ;
- 2- Ont exprimé leur préoccupation face aux rapatriements précipités et massifs des ressortissants des pays voisins et autres vivant en Centrafrique, pour la plupart de longue date et détenant la nationalité centrafricaine ;
- 3- Ont lancé un appel à la Communauté internationale pour qu'elle apporte un appui financier et logistique généreux à la MISCA, dans l'esprit de la Résolution 2127 (2013), afin de lui permettre de s'acquitter efficacement de son mandat, condition indispensable pour le déploiement et le succès d'une mission éventuelle des Nations unies en République Centrafricaine ;
- 4- Ont encouragé les chefs religieux à persévérer dans leurs efforts de sensibilisation et de médiation pour un retour rapide à la cohabitation interconfessionnelle pacifique entre les communautés centrafricaines ;
- 5- Ont réitéré leurs appels à la Communauté internationale pour la mise en œuvre effective et immédiate de ses engagements relatifs aux secours d'urgence et à la protection des populations en détresse, suite aux pillages et destruction de leurs habitations ainsi qu'aux pays d'accueil des populations déplacées.
- 6- Se sont félicités de la décision prise par la 408^{ème} réunion du Conseil de Paix et de Sécurité (CPS) de l'UA, d'autoriser une augmentation temporaire de la force de la MISCA, dont l'effectif pourrait s'élever jusqu'à six mille (6.000) personnels en uniforme, ainsi que des mesures prises par la MISCA, en coordination avec l'opération Sangaris, qui ont abouti à des premiers résultats encourageants dans la sécurisation de la ville de Bangui. Ils ont encouragé la MISCA à maintenir et intensifier ces efforts.

- 7- Ont déploré la passivité de l'ensemble de la classe politique centrafricaine face à la crise tragique que traverse le pays ainsi que l'insuffisance des résultats enregistrés par les Autorités de la Transition qui devaient agir de manière harmonieuse, cohérente et unifiée, pour remédier à la situation et les ont exhortées, en conséquence, à faire montre d'un sursaut national pour encourager la Communauté internationale à aider les Centrafricains à convenir d'une solution de sortie de crise diligente et durable.
- 8- Ont demandé au Secrétariat général de la CEEAC et à la Commission de l'Union Africaine d'examiner, en liaison avec toutes les parties centrafricaines concernées ainsi que les principaux partenaires, les modalités de la tenue d'une Conférence de Réconciliation nationale, sous l'égide du Médiateur. Cette Conférence offrira le forum adéquat aux Centrafricains, pour apporter à l'ensemble de la Communauté internationale, la preuve de leur engagement au profit de la paix et de l'unité dans leur pays.

La Conférence prend acte de la démission du Chef de l'Etat de la Transition et du Premier Ministre et se félicite de cette décision, hautement patriotique pour une sortie du pays de la paralysie, ainsi que des contributions constructives enregistrées lors des consultations qu'elle a engagées avec les composantes de la Société centrafricaine.

La Conférence invite le Conseil National de la Transition ainsi que les autres composantes de la Société centrafricaine à poursuivre leur délibération à Bangui sous les auspices de la Médiation de la CEEAC élargie à l'Union Africaine et aux partenaires internationaux en vue de la résolution sans délai de la crise centrafricaine au niveau politique dans le respect de la Charte Nationale de la Transition.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement se sont félicités de l'adoption de la Résolution 2127 du Conseil de Sécurité des Nations Unies accordant un mandat robuste à la MISCA et instituant la coordination entre l'Union Africaine, le BINUCA, la CEEAC et les autres Partenaires dans la mise en œuvre du mandat de la MISCA.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement se sont félicités de la bonne coopération entre l'Union Africaine et la CEEAC dans la mise en place de la MISCA et les ont invitées à la poursuivre, notamment en mettant en œuvre les mécanismes de collaboration prévus par le Concept d'Opération.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement se sont félicités de l'envoi par la France de la Force d'Appui Sangaris à la MISCA, du soutien financier de l'Union Européenne pour la MICOPAX et la MISCA, du soutien des Etats-Unis pour la projection du bataillon burundais et de l'annonce faite par la République d'Angola d'assurer la projection du bataillon rwandais.

Enfin, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont adressé leurs vifs remerciements à Son Excellence Monsieur Idriss DEBY ITNO, Président de la République du Tchad, Président en exercice de la CEEAC, pour les efforts qu'il ne cesse de déployer pour la paix sur le continent en général et dans la sous-région en particulier ainsi qu'au Peuple et au Gouvernement du Tchad pour l'accueil chaleureux qui leur a été réservé.

Fait à N'Djamena, le 10 janvier 2014

Le Secrétaire Général de la CEEAC

Ambassadeur Ahmad ALLAM-MI